

À Rouen, les associations d'aide aux migrants débordées

Solidarité. L'association Welcome aide les demandeurs d'asile en attente de prise en charge par le centre d'accueil dédié. Alors que le nombre de réfugiés augmente chaque année, association et État peinent à répondre à la demande.

Mélanie BOURDON

PUBLIÉ LE 14/05/2018 À 22:00 PARIS NORMANDIE



Jacqueline Madeline et Christine Batine aident Ani, une jeune Arménienne, à constituer son dossier de demande d'as

Vendredi, plusieurs associations d'aide aux migrants ont tenté de sensibiliser l'opinion au sort de [quatre jeunes Soudanais](#) menacés d'expulsion. Les quatre hommes sont actuellement détenus au centre de rétention d'Oissel. Ils risquent la torture s'ils rentrent dans leur pays. Afin d'échapper à ce sort funeste, ils tentent aujourd'hui d'obtenir le droit d'asile. Une démarche longue que beaucoup de réfugiés entament chaque année auprès de la préfecture de Rouen.

Le nombre de migrants arrivant à Rouen a augmenté de 10 à 20 % cette année. « *Il y a plus de guerres, plus de misère* », résume Jacqueline Madeline,

présidente de Welcome Rouen. L'association, née fin 2015, propose un « hébergement encadré et temporaire des personnes migrantes à la rue, dans l'attente d'une prise en charge institutionnelle », indiquent les statuts.

L'hébergement, cela faisait déjà plusieurs années que Jacqueline Madeline l'offrait aux migrants n'ayant toujours pas trouvé de place au Centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada). « *Mais lorsque l'on héberge quelqu'un, on se pose deux questions : combien de temps cela va durer et que va devenir la personne après ?* » C'est pour répondre à ces interrogations que l'antenne rouennaise de l'association Welcome s'est créée.

Actuellement, celle-ci héberge une quinzaine de personnes dont six mineurs, chez des particuliers. Welcome Rouen loue également des appartements, grâce à des dons privés, pour y installer des familles en attente de régularisation. Quatorze bénéficient aujourd'hui de cette aide. « *Nous pallions les services de l'État qui ne peuvent pas héberger dans l'urgence tout le monde. Le problème, c'est qu'en 2016, la durée d'hébergement allait de quinze jours à quatre mois, mais aujourd'hui, les personnes restent chez nous de plus en plus longtemps car il n'y a plus de place dans les Cada.* »

Les réfugiés de Paris, envoyés à Rouen

« *Lorsque le camp de Calais a été démantelé, les personnes ont été réparties dans les Cada des régions voisines, poursuit la bénévole. De plus, maintenant, les migrants de Paris sont hébergés prioritairement à Rouen et il n'y a plus de place pour les migrants qui s'inscrivent auprès de notre préfecture.* »

Afin de ne pas épuiser les bonnes volontés, les familles signent une convention de quatre à six semaines. À l'issue de cette période, l'association s'engage à venir rechercher la personne hébergée et à la reloger dans une autre famille. « *Les personnes accueillies dans nos familles [une centaine, NDLR] sont toutes des demandeuses d'asile enregistrées en préfecture. À chaque fois, nous faisons les présentations, nous assurons le transfert et le suivi tout au long de l'accueil.* »

Le profil des familles accueillantes évolue : « *Nous avons beaucoup de couples dont les enfants avaient quitté le foyer et qui avaient de la place chez eux.* » À présent, de plus en plus de familles avec de jeunes enfants proposent une place : « *Ils veulent sensibiliser leurs enfants* ».

Lorsqu'une nouvelle famille souhaite intégrer le réseau, « *on la rencontre, on discute et on lui laisse le temps de la réflexion*, ajoute la présidente. *S'ils veulent proposer un hébergement cinq semaines puis ne recommencer que quelques*

mois plus tard, ils peuvent », assure Christine Batine, membre de l'association. « Ce sont de belles rencontres. Il faut avoir envie de découvrir de nouvelles cultures en faisant un geste solidaire et citoyen. »

Welcome Rouen : Jacqueline Madeline peut être contactée au

06 14 15 71 19 ou contact@welcomerouen.org. Plus d'informations sur le

site : <https://welcome-rouen.jimdo.com/>

Le sort des mineurs isolés se détériore

Fin mars, une vingtaine de mineurs isolés n'avaient toujours pas trouvé de solutions d'hébergement. Aujourd'hui, les choses ont évolué mais pas forcément dans le bon sens, comme l'explique Christian Cartier, le directeur de Médecins du Monde Rouen. *« Ce n'est plus l'aide sociale à l'enfance (ASE) qui est en charge de l'évaluation de la minorité mais le Caps (Comité d'action et de promotion sociales). Si l'évaluation est positive, le mineur est adressé à l'ASE pour être pris en charge par le Département. »* L'avantage non négligeable est que l'évaluation est réalisée beaucoup plus rapidement, *« en quatre à cinq jours »*. Malheureusement, la réponse est très souvent négative, *« plus qu'avec l'ASE. C'est beaucoup plus administratif. Le Caps conteste presque systématiquement la minorité des jeunes »*. L'organisme a de plus en plus recours au test osseux : *« Une radio est réalisée pour mesurer la taille du poignet. Le problème est que les tables de référence permettant d'évaluer l'âge sont anciennes et basées sur une population européenne. Cela donne une fourchette au-delà de 24 mois, souvent à cheval sur la barrière des 18 ans. »* Autrement dit, dans le doute, le Caps fait le choix de supposer que le jeune est majeur.

Actuellement, une quinzaine de mineurs arrivent chaque semaine à Rouen. *« RSM (Réseau de solidarité avec les migrants) propose de l'hébergement citoyen, en dehors du cadre légal. Il y a donc moins de jeunes à la rue mais le Département se repose sur cet hébergement illégal tout comme l'ASE »*, relève Christian Cartier. Il y a quelques semaines, un jeune suivi par Médecins du Monde a fait le choix de repartir dans la rue pour contraindre l'ASE à lui trouver un hébergement : *« Il est aujourd'hui dans un hôtel où il y a très peu de suivi éducatif »*.

Le Département a mis en place le tiers accueillant en fin d'année afin de simplifier les procédures pour encadrer l'accueil chez l'habitant mais *« pour le moment, seule une petite quinzaine de familles a répondu à cet appel »*.